

Art. 18. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2006 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2006, à l'exception :

1^o des articles 7 à 12 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2007 et cesseront d'être en vigueur le 31 décembre 2007;

2^o des articles 13 à 18 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2008 et cesseront d'être en vigueur le 31 décembre 2008.

Art. 19. Notre Ministre de l'Emploi et Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Art. 18. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2006 en treedt buiten werking op 31 december 2006, met uitzondering van :

1^o de artikelen 7 tot en met 12 die in werking treden op 1 januari 2007 en buiten werking treden op 31 december 2007;

2^o de artikelen 13 tot en met 18 die in werking treden op 1 januari 2008 en buiten werking treden op 31 december 2008.

Art. 19. Onze Minister van Werk en Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 2 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 896

[C - 2007/11060]

25 JANVIER 2007. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité interministériel pour la Distribution

Le Ministre de l'Economie,

La Ministre des Classes moyennes,

Vu la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales, notamment les articles 11, § 1^{er}, alinéa 3, et 20;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 2005 déterminant l'organisation, le fonctionnement, la rémunération et les règles de l'incompatibilité du Comité interministériel pour la Distribution visé à l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales, notamment l'article 8;

Vu la concertation du 8 novembre 2006 avec les Ministres de l'Emploi et de la Mobilité;

Arrêtent :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Comité interministériel pour la Distribution annexé au présent arrêté est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 janvier 2007.

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

La Ministre des Classes moyennes,
S. LARUELLE

Annexe

Comité interministériel pour la Distribution

Règlement d'ordre intérieur

En application de l'article 8, de l'arrêté royal du 12 avril 2005 déterminant l'organisation, le fonctionnement, la rémunération et les règles de l'incompatibilité du Comité interministériel pour la Distribution visé à l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales (*Moniteur belge* du 15 avril 2005) modifiée par l'article 77, de la loi du 27 décembre 2005 portant des dispositions diverses (*Moniteur belge* du 30 décembre 2005), le Comité interministériel pour la Distribution a, en séance du 8 novembre 2006 approuvé le règlement d'ordre intérieur suivant.

Présidence

Article 1^{er}. Le président veille à la stricte application de l'arrêté royal du 12 avril 2005 déterminant l'organisation, le fonctionnement et les règles de l'incompatibilité du Comité interministériel pour la Distribution et du règlement d'ordre intérieur.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 896

[C - 2007/11060]

25 JANUARI 2007. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Interministerieel Comité voor de Distributie

De Minister van Economie,

De Minister van Middenstand,

Gelet op de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestigingen, inzonderheid op de artikelen 11, § 1, derde lid, en 20;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 2005 tot vaststelling van de organisatie, werking, vergoeding en incompatibilitésregels van het Interministerieel Comité voor de Distributie bedoeld bij artikel 11, § 1, van de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestigingen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het overleg d.d. 8 november 2006 met de Ministers van Werk en Mobilité;

Besluiten :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van het Interministerieel Comité voor de Distributie wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 25 januari 2007.

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Middenstand,
S. LARUELLE

Bijlage

Interministerieel Comité voor de Distributie

Huishoudelijk reglement

In uitvoering van artikel 8, van het koninklijk besluit van 12 april 2005 tot vaststelling van de organisatie, werking, vergoeding en incompatibilitésregels van het Interministerieel Comité voor de Distributie bedoeld bij artikel 11, § 1, van de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestigingen (*Belgisch Staatsblad* van 15 april 2005) gewijzigd door artikel 77, van de wet van 27 december 2005 houdende diverse bepalingen (*Belgisch Staatsblad* van 30 december 2005), heeft het Interministerieel Comité voor de Distributie, in zitting van 8 november 2006 het volgende huishoudelijk reglement goedgekeurd.

Het voorzitterschap

Artikel 1. De voorzitter waakt over de strikte toepassing van het koninklijk besluit van 12 april 2005 tot vaststelling van de organisatie, werking, vergoeding en incompatibilitésregels van het Interministerieel Comité voor de Distributie en van het huishoudelijk reglement.

Comite

Siège

Art. 2. Le siège du Comité interministériel pour la Distribution est établi au North Gate III, Bd. du Roi Albert II 16, à 1000 Bruxelles.

Convocations

Art. 3. Le Comité interministériel pour la Distribution se réunit sur convocation du président. Cette convocation est adressée aux représentants des ministres ainsi qu'aux directeurs/chefs de cabinet respectifs; elle peut être faite par voie postale ou par courriel.

Séances

Art. 4. Le président fixe le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour des séances. Les séances se déroulent en principe dans les locaux du cabinet du Ministre de l'Economie, actuellement au 9, rue de Brederode, à 1000 Bruxelles.

Art. 5. Le président ouvre et clôt les séances.

Il dirige les débats.

Art. 6. Le président peut déléguer les tâches administratives au secrétaire.

Art. 7. Chaque dossier est présenté succinctement par le secrétaire ou son collaborateur.

Art. 8. Chaque membre signe la liste des présences en début de séance.

La participation aux travaux du Comité interministériel pour la Distribution n'est pas rémunérée.

Art. 9. Avant de prendre la décision en rapport avec le recours examiné, le président veille à ce que la majorité des membres soit présente.

Art. 10. Durant l'examen du recours, les membres du Comité s'expriment dans une des langues officielles de leur choix.

Art. 11. Le secrétaire peut décider de se faire assister par un ou plusieurs collaborateurs de l'administration dont il provient.

Ces personnes ne participent toutefois ni aux débats ni aux votes.

Art. 12. Afin de pouvoir préparer l'examen du recours, le secrétaire et, en son absence, une personne par lui désignée, fera parvenir préalablement à la réunion une version condensée du dossier à l'ordre du jour. Cette transmission pourra se faire par voie électronique ou postale.

Votes

Art. 13. Les décisions sont prises à huis clos.

Art. 14. Les décisions non prévues par la loi sont prises à la majorité simple des membres présents ayant voix délibérative.

Le secrétaire

Art. 15. Le secrétaire rédige la décision prise par le Comité interministériel pour la Distribution conformément aux dispositions de l'article 11, § 5, de la loi du 13 août 2004.

Cette décision est ensuite envoyée par courriel, dans les meilleurs délais qui suivent la séance, aux membres du Comité interministériel pour la Distribution ayant participé à la réunion ainsi qu'aux directeurs/chefs de cabinet respectifs.

Aussi rapidement que possible et en tenant compte des délais de rigueur imposés par la loi, les représentants des ministres et/ou les directeurs/chefs de cabinet respectifs, soit confirment leur accord sur le projet de décision, soit formulent les remarques adéquates.

Si des observations sont exprimées, le secrétaire du Comité interministériel pour la Distribution renverra par courriel un nouveau projet de décision contenant les modifications proposées en vue d'obtenir l'accord de chacune des délégations présentes.

Aucun projet de décision ne sera validé sans l'accord explicite des délégations ayant participé à la réunion.

La décision prise par le Comité interministériel pour la Distribution en séance, est définitive.

La décision du Comité interministériel pour la Distribution sera signée par le Ministre de l'Economie en tant que président de ce comité et Ministre de l'Economie.

Dès l'accord de toutes les délégations ayant participé à la réunion sur le projet de décision, le secrétaire transmettra ce dernier au représentant du Ministre de l'Economie par courriel, il sera imprimé sur place et signé par le Ministre. Le document signé sera ensuite retourné par la voie hiérarchique au secrétaire du Comité interministériel pour la Distribution lequel la notifiera conformément aux dispositions de l'article 11, § 5, de la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales.

Het Comite

De zetel

Art. 2. De zetel van het Interministerieel Comité voor de Distributie is gevestigd aan de North Gate III, Koning Albert II-laan 16, te 1000 Brussel.

Convocaties

Art. 3. Het Interministerieel Comité voor de Distributie vergadert op convocatie van zijn voorzitter. Deze convocatie wordt gestuurd naar de vertegenwoordigers van de ministers alsook naar de respectievelijke directeurs/kabinetchefs; dit mag via de post of langs elektronische weg gebeuren.

Zittingen

Art. 4. De voorzitter bepaalt plaats, dag, uur en agenda van de zittingen. De zittingen vinden in principe plaats in de lokalen van het kabinet van de Minister van Economie, momenteel op nummer 9, Brederodestraat, te 1000 Brussel.

Art. 5. De voorzitter opent en sluit de zittingen.

Hij leidt de besprekingen.

Art. 6. De voorzitter kan de administratieve taken aan de secretaris delegeren.

Art. 7. Ieder dossier wordt beknopt voorgesteld door de secretaris of diens medewerker.

Art. 8. Bij aanvang van de zitting tekent elk lid de aanwezigheidslijst.

Deelname aan de werkzaamheden van het Interministerieel Comité voor de Distributie wordt niet vergoed.

Art. 9. Alvorens een beslissing te nemen inzake het onderzochte beroep, stelt de voorzitter vast of de meerderheid van de leden aanwezig is.

Art. 10. Tijdens het onderzoek van het beroep drukken de leden van het Comité zich uit in één van de officiële talen van hun keuze.

Art. 11. De secretaris kan beslissen zich te laten bijstaan door één of door meerdere medewerkers van zijn administratie.

Deze personen nemen niet deel aan de debatten, noch aan de stemming.

Art. 12. Teneinde het onderzoek van het beroep te kunnen voorbereiden, zal de secretaris, en bij diens afwezigheid, de persoon door hem aangeduid, voorafgaandelijk een samenvatting van het op de dagorde vermeld dossier bezorgen. Dit kan via de post of via elektronische weg gebeuren.

Stemmingen

Art. 13. De beslissingen worden met gesloten deuren genomen.

Art. 14. De beslissingen die niet bij wet voorzien zijn, worden bij gewone meerderheid genomen door de aanwezige leden met stemrecht.

De secretaris

Art. 15. De secretaris stelt de beslissing op, genomen door het Interministerieel Comité voor de Distributie, overeenkomstig de bepalingen van artikel 11, § 5, van de wet van 13 augustus 2004.

Deze beslissing wordt vervolgens zo spoedig mogelijk na de vergadering per elektronische weg, aan de leden van het Interministerieel Comité voor de Distributie, die deelnamen aan de vergadering, toegezonden alsook aan de respectievelijke directeurs/kabinetchefs.

Zo spoedig mogelijk en rekening houdend met de vervalttermijnen die door de wet zijn opgelegd, dienen de vertegenwoordigers van de ministers en/of de directeurs/kabinetchefs hetzij hun akkoord te bevestigen over het ontwerp van beslissing, hetzij de passende opmerkingen over te maken.

Indien er opmerkingen worden gemaakt, zal de secretaris van het Interministerieel Comité voor de Distributie per elektronische weg een nieuw ontwerp van beslissing opsturen, die de voorgestelde wijzigingen bevat, met de bedoeling het akkoord van elk van de leden van het Interministerieel Comité voor de Distributie, die deelgenomen hebben aan de vergadering, te bekomen.

Geen enkel ontwerp van beslissing zal bekrachtigd worden zonder het uitdrukkelijk akkoord van de delegaties die aan de vergadering deelnamen.

De beslissing genomen tijdens de zitting door het Interministerieel Comité voor de Distributie is definitief.

De beslissing van het Interministerieel Comité voor de Distributie wordt ondertekend door de Minister van Economie, als voorzitter van dit comité en als Minister van Economie.

Zodra het akkoord bekomen is van alle deelnemende delegaties aan de vergadering over het ontwerp van beslissing, wordt het door de secretaris via elektronische post overgemaakt aan de vertegenwoordiger van de Minister van Economie, wordt het ter plaatse afgedrukt en ondertekend door de Minister. Het ondertekende document wordt vervolgens langs hiërarchische weg terugbezorgd aan de secretaris van het Interministerieel Comité voor de Distributie, die er kennis van geeft overeenkomstig de bepalingen van artikel 11, § 5, van de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestigingen.

Art. 16. Le secrétaire rassemble les données nécessaires au bon fonctionnement du Comité interministériel pour la Distribution.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 25 janvier 2007 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité interministériel pour la Distribution.

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN
La Ministre des Classes moyennes,
S. LARUELLE

Art. 16. De secretaris verzamelt de noodzakelijke gegevens voor een goede werking van het Interministerieel Comité voor de Distributie.

Gezien om bijgevoegd te worden aan het ministerieel besluit van 25 januari 2007 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Interministerieel Comité voor de Distributie.

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN
De Minister van Middenstand,
S. LARUELLE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

N. 2007 — 897

[C — 2007/35247]

19 JANUARI 2007. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 juli 2006 betreffende de herverdeling van de steunbedragen via de reserve voor de campagne 2006

De Vlaamse minister van Institutionele Hervormingen, Landbouw, Zeevisserij en Plattelandsbeleid,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1°, vervangen bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1258/1999 van de Raad van 17 mei 1999 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van Verordening (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, het laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 319/2006 van de Raad van 20 februari 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoeslagregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, het laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1291/2006 van de Commissie van 30 augustus 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, het laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1187/2006 van de Commissie van 3 augustus 2006;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 8 juli 2005 tot instelling van een bedrijfstoeslagregeling en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en tot toepassing van de randvoorwaarden, inzonderheid op artikel 6, tweede lid, vervangen bij het besluit van de Vlaamse Regering van 13 januari 2006;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 juli 2006 betreffende de herverdeling van de steunbedragen via de reserve voor de campagne 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 oktober 2006 en 20 november 2006;

Gelet op het advies nr. 41.835/3 van de Raad van State, gegeven op 27 december 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Aan artikel 2 van het ministerieel besluit van 20 juli 2006 betreffende de herverdeling van de steunbedragen via de reserve voor de campagne 2006 wordt een punt 5° toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 5° de vrijwillige schenking van gewone en speciale toeslagrechten. »

Art. 2. In artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit wordt punt 2° vervangen door wat volgt :

« 2° landbouwers die uiterlijk op 3 maart 2006 hebben geïnvesteerd in productiecapaciteit voor de suikerbietenteelt of uiterlijk op 3 maart 2006 Vlaamse landbouwgronden hebben bijgekocht, of na 30 september 2005 en uiterlijk op 3 maart 2006 voor minstens zes jaar Vlaamse landbouwgronden hebben gepacht, en die de gronden na 30 september 2005 zelf in gebruik genomen hebben; ».

Art. 3. In artikel 7, § 4, zevende lid, van hetzelfde besluit wordt de datum « 31 december » vervangen door de datum « 30 september ».